

Rwanda

Rukara : ravagez tout!

Telle est la consigne qui fut donnée aux tueurs de la milice par le bourgmestre de cette localité rwandaise nommé par le ministère de l'Intérieur. Notre envoyé spécial nous a fait parvenir le récit d'un rescapé.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

Il y a des interviews humainement pénibles à réaliser. Tous les journalistes le savent.

Celui de Gérard Gacherebuka, que j'ai rencontré à l'hôpital de Gahini, était particulièrement éprouvant. Doublement même. Parce qu'il me fallait affronter la désespérance du regard et le timbre monocorde d'un homme qui a tout perdu dans le massacre perpétré à Rukara, et qui reste encore entre la vie et la mort. Parce que cet entretien se déroulait dans une salle asphyxiée sous le nombre des blessés y gisant.

Juste derrière moi, un adolescent de douze ans, le mollet gauche arraché, est soigné à vil

par deux infirmières rwandaises (les anesthésiques sont prioritairement réservés pour les amputations). Notre discussion sera ponctuée par les gémissements et les cris aigus du garçon.

« Les massacres ont commencé le 7 avril non loin de chez nous, à Murambi — raconte le vieil homme, s'appuyant douloureusement contre le mur pour se redresser et me regarder. J'étais à la maison avec ma famille. Vendredi, j'ai déplacé ma famille vers la paroisse (l'église et ses dépendances — NDLR) et suis revenu à la maison. J'étais sur la liste, parmi les recherchés. J'avais un enfant parmi les partisans du Front patriotique rwandais (FPR) et c'est une raison qui pesait lourd. »

« Et puis, je déplace mes vaches vers la paroisse et je rejoins les autres. Samedi, on m'a prévenu : évite le bourgmestre (administrateur de la commune, désigné par le ministère de l'Intérieur — NDLR). Je me suis caché, mais j'observais. »

« Vers 17 heures, ils attaquent. On a failli se défendre, mais, eux, ils avaient des fusils et des grenades. Ils nous jettent des grenades : 13 ou 14 morts, je ne sais pas exactement. Et puis, dans la nuit de vendredi à

samedi, ils convergent de tous les côtés vers la paroisse. Le bourgmestre en tête. C'est lui qui a donné le signal : ravagez tout! »

Gérard commence une longue et douloureuse litanie, celle des êtres chers qu'il a perdus durant cette journée de samedi et les suivantes : « Ma femme, mes deux enfants, mon beau-père, mon beau-frère, sa femme, leur enfant, un cousin, ses deux enfants... »

« La salle où était ma famille a été totalement brûlée. Ils jetaient des matelas dans le feu pour achever ceux qui n'étaient pas encore morts. »

Quelques jours passent après cette première tuerie : « Le bourgmestre dit aux réfugiés de quitter la paroisse. Nous refusons. Mercredi et jeudi, il y a eu le massacre de l'hôpital de Gahini. Jeudi, nous voyons à nouveau arriver des soldats. Il y avait aussi des gendarmes qui séparaient les femmes des hommes. Et là... »

« J'ai été frappé jeudi à vers 15 heures. Des coups de bâton clouté sur la tête. Ils m'ont vu mort. J'ai ressuscité... J'ai repris conscience vendredi. »

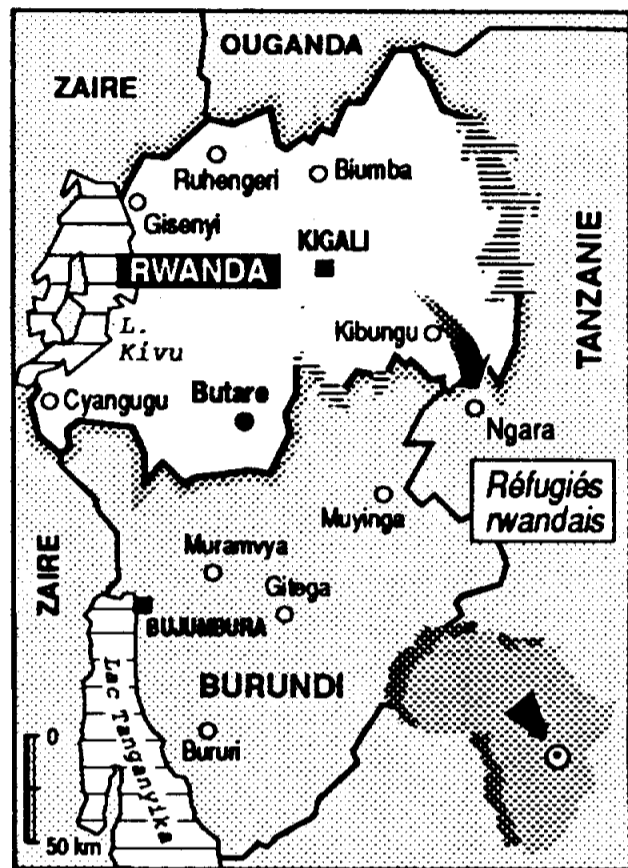
Gérard revient en arrière pour accuser : « C'est le bourgmestre et ses collaborateurs

qui ont tout organisé, tout dirigé. Avec eux, il y avait un député. »

On me précise les noms : Innocent Kalibwende, député ; Jean Mpambara, bourgmestre. Puis il me montre une feuille sur laquelle 26 noms sont inscrits : « Voilà le groupe des meneurs de la tuerie. Regardez : un député, le bourgmestre et des agents de l'administration. Le bourgmestre et les autres ont fui vendredi soir. Ils sont cachés dans la forêt (le gigantesque parc national de l'Akagera, distant de quelques kilomètres — NDLR) et lancent des attaques nocturnes. Ils continuent de tuer, de terroriser, de piller et de prendre des otages. »

J'ai pu voir le charnier de Rukara : entre 700 et 800 cadavres qui pourrissent sur la place, dans l'église et les bâtiments voisins. Le chiffre exact ne sera sans doute jamais connu. « Le vendredi, ils ont appris que les combattants du FPR étaient proches, juste derrière Murambi, reprend Gérard. Ils ont entendu des coups de feu et ils sont partis. Ils n'avaient pas fini leur massacre. »

« Samedi matin, le FPR nous a sauvés. Il m'a conduit jusqu'ici, à l'hôpital. » Gérard a fini son récit, mais continue de

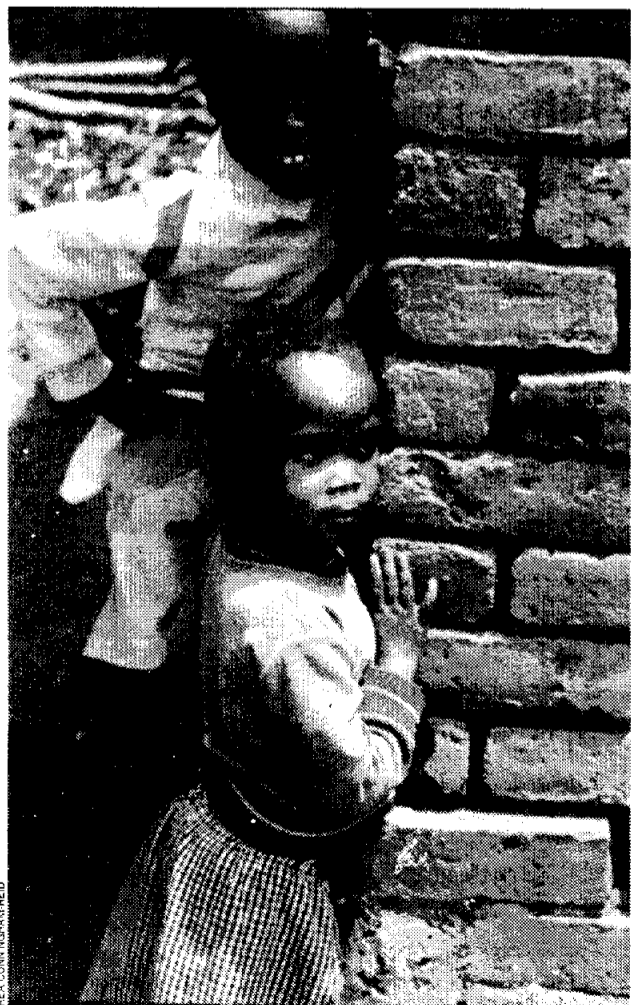


AFP infographie - Francis Nalier

parler : « Le massacre avait été préparé, c'est sûr, et bien avant la mort du président. Au début de la guerre (1990 — NDLR), il y avait déjà eu un massacre et des tortures. Vous savez, au Rwanda, tous les Tutsi sont considérés comme FPR, même ceux qui étaient dans un autre parti. Il y avait des Tutsi qui

s'étaient inscrits dans un parti allié au gouvernement, pensant se trouver un lieu de refuge. Ils ont été exterminés quand même : les militaires ne pouvaient pas les laisser vivants après avoir massacré leur famille. Ça ne pouvait pas se faire. »

JEAN CHATAIN



Enfants du Rwanda. Des dizaines de milliers de leurs frères ont été massacrés. Des dizaines de milliers d'autres ont fui en Tanzanie où 500.000 personnes se sont réfugiées au cours des derniers jours.

Le Conseil de sécurité de l'ONU refuse de parler de génocide

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros-Ghali, a demandé vendredi au Conseil de sécurité d'envisager un recours à la force pour arrêter les tueries au Rwanda, même si cela nécessite des renforts de casques bleus.

Après neuf heures de délibération, le Conseil de sécurité a rejeté cette demande et adopté par consensus une déclaration condamnant les massacres. La responsabilité de ces tueries a été clairement déterminée par les membres du Conseil de sécurité qui soulignent que celles-ci ont été perpétrées « en particulier » dans des régions sous contrôle de « membres ou des partisans » des forces gouvernementales.

Ils ont demandé au secrétaire général de rendre compte, en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA), « des nouvelles initiatives qui pourraient être prises en vue d'aider à rétablir l'ordre au Rwanda et à assurer la sécurité des personnes déplacées ».

Environ 200.000 personnes sont mortes au Rwanda, au cours des trois dernières semaines,

a indiqué M. Boutros-Ghali, selon qui de nouveaux massacres sont en préparation.

Une grande partie des débats ayant précédé l'adoption de la déclaration de samedi a porté sur l'opportunité d'utiliser le mot « génocide » pour qualifier la boucherie. Ce terme n'a finalement pas été retenu, le Conseil de sécurité se contentant d'indiquer que « l'élimination des membres d'un groupe ethnique avec l'intention de détruire ce groupe totalement ou partiellement constitue un crime qui tombe sous le coup du droit international ».

Le représentant du Front patriotique rwandais (FPR) à New York, Claude Dusaidi, a déclaré que M. Boutros-Ghali aurait dû recommander « il y a deux semaines » l'action énergique qu'il a préconisée vendredi, en ajoutant qu'une telle intervention serait maintenant catastrophique.

« Le Rwanda est le théâtre d'une tragédie humaine à une échelle sans précédent, ouvertement observée par toute la communauté internationale », a déclaré samedi soir le FPR sur les ondes de Radio-Muhabura.

« Cette tragédie s'est transformée en un véritable génocide et en un crime contre l'humanité, perpétré par une bande d'extrémistes et par une faction de l'armée. En moins de trois semaines, ils ont décimé l'opposition démocratique et orchestré le massacre de plus de 200.000 personnes appartenant à tous les groupes ethniques », poursuit la radio du Front.

Le FPR condamne tous ceux qui entretiennent des relations

avec « ce groupe de meurtriers » et dénonce, tout particulièrement le gouvernement français, « qui a reçu au plus haut niveau une délégation de ces criminels, soutenant ainsi leur politique d'extermination et leurs actes inhumains ».

Ces massacres, souligne le FPR, font partie d'un plan d'extermination préparé depuis un certain temps par l'entourage du général-président défunt, Juvénal Habyarimana.

Barges funèbres sur la rivière

« NEW VISIONS », l'un des principaux journaux paraissant en Ouganda, a annoncé jeudi dernier que les autorités avaient été contraintes de constituer des équipes spéciales chargées de sillonner la rivière Akagera, venant du Rwanda et traversant la frontière. Leur tâche consiste à repêcher les corps provenant du Rwanda et déri-

vant le long de ce cours d'eau. Un minimum de dix cadavres ont été récupérés par jour depuis le début des opérations. Le journal donne d'atroces précisions. Il indique notamment que parmi les corps repêchés se trouvaient plusieurs jeunes mères, les mains ligotées et portant encore leur enfant attaché par un foulard sur le dos.

J. C.